



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

papier et carton

Question au Gouvernement n° 397

Texte de la question

REPRISE DE L'USINE M-REAL À ALIZAY

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Destans, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean-Louis Destans. Ma question, à laquelle j'associe mon collègue François Loncle, s'adresse à M. le ministre du redressement productif. (*" Ah ! " sur les bancs du groupe UMP.*)

Pendant des années, des esprits chagrins n'ont eu de cesse de théoriser le déclin économique de notre pays et la fatalité de la désindustrialisation. Pour sa part, notre majorité a fait le choix d'incarner le volontarisme économique et de redonner du sens à l'action de la puissance publique. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP.*)

M. Yves Nicolin. À d'autres !

M. Jean-Louis Destans. Dans l'Eure, mon département, l'action conjuguée de l'État et du conseil général permet de pérenniser l'activité industrielle du site papetier M-Real d'Alizay.

En mai 2011, l'entreprise finlandaise propriétaire du site annonçait son retrait. Faute de repreneur identifié, un plan social conduisant au licenciement de 300 des 330 salariés était adopté.

Lors d'une visite de campagne en février 2012, François Hollande s'était rendu sur place et s'était engagé à se battre pour la préservation de l'emploi et de l'outil de travail.

M. Dominique Dord. Aïe aïe aïe !

M. Jean-Louis Destans. Nous sommes sur le point de réussir. Aux côtés de deux repreneurs industriels identifiés, le département porte dorénavant un projet global d'aménagement et de valorisation économique du site devant aboutir à la création de 200 emplois immédiatement, 250 à terme.

Cette opération de reprise conjointe est la preuve que nous ne devons pas renoncer face aux difficultés économiques. Monsieur le ministre, nous comptons sur l'engagement de l'État à nos côtés pour accompagner le développement du site, en particulier via l'aménagement de la plateforme logistique et portuaire le long de l'axe Seine. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Mme Fleur Pellerin, *ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique*. Monsieur le député, comme vous le savez, nous sommes effectivement dans la dernière ligne droite pour la reprise du site industriel de M-Real et nous avons de bonnes raisons de croire maintenant à un dénouement positif pour ce dossier : les dernières discussions doivent aboutir dans les tout prochains jours. Depuis plusieurs mois, nous n'avons pas ménagé nos efforts - ni vous, comme président du conseil général de l'Eure, ni le préfet du département, dont je salue la mobilisation, ni les ministères du redressement productif et de l'écologie - pour convaincre le groupe papetier de céder son actif industriel et de construire ensuite un partenariat industriel intelligent entre le papetier thaïlandais Double A et le producteur français d'énergie renouvelable Néoen. L'un exploitera la machine à papier, tandis que l'autre fera l'acquisition de la chaudière à biomasse nécessaire à l'exploitation de l'usine. M-Real a fait, dans ce dossier, un choix responsable qui permet de construire un avenir industriel pour ce site.

Vous vous êtes personnellement rendu à Stockholm, monsieur le député, et notre ambassadeur à Bangkok a reçu le P-DG de Double A, auquel Arnaud Montebourg avait adressé un message de bienvenue en France pour

son entreprise. (*Murmures sur les bancs du groupe UMP.*) On ne saurait compter les heures que, les uns et les autres, vous avez consacrées à la finalisation de ce dossier, en surmontant un à un tous les obstacles. Ce projet est bien plus qu'un projet de revitalisation. C'est un authentique projet de réindustrialisation, de préservation de l'outil productif et de création de 150 à 200 emplois dans l'immédiat, 250 emplois à moyen terme. Il montre bien, comme vous l'avez dit, que le redressement de notre économie est une responsabilité partagée entre l'État, les collectivités locales, les entreprises et les organisations syndicales ; tous sont continûment demeurés impliqués dans le suivi de ce dossier.

La France est une destination de premier ordre pour les investissements directs étrangers. Notre pays accueille sur son sol 20 000 entreprises étrangères qui représentent 2 millions d'emplois et un tiers de nos exportations. Avec le Pacte national pour la compétitivité et l'emploi, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault a choisi la mobilisation et a engagé des réformes importantes pour soutenir notre industrie, renforcer notre compétitivité, soutenir l'innovation et bâtir pour notre économie une croissance durable. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Destans](#)

Circonscription : Eure (2^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 397

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : PME, innovation et économie numérique

Ministère attributaire : PME, innovation et économie numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 décembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 décembre 2012](#)